

HISTOIRE DE L'UCAD

Vol. 1. Histoire institutionnelle

HISTOIRE DE L'UCAD

Vol. 1. Histoire institutionnelle

**Sous la direction de
Amadou Falilou Ndiaye, Abdou Karim Tandjigora,
Mouhamadou Moustapha Sow**

Presses universitaires de Dakar

**© Presses universitaires de Dakar
Dakar (Sénégal)
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays
Dépôt légal : octobre 2024
ISBN : 978-2-494601-33-8
EAN : 9782494601338**

La rédaction et la publication de ce premier volume ont bénéficié du soutien financier du Recteur, Professeur Ahmadou Aly MBAYE, et du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, Alioune Badara Kandji.

Comité scientifique international :

Catherine Atlan / Aix Marseille Université (France)

Daha Chérif Ba, Historien/UCAD

Idrissa Ba, Historien/UCAD

Mamadou Badji, Historien du droit/UCAD

Boubacar Barry, Historien/UCAD

Abdoulaye Bathily, Historien/UCAD

Pascal Bianchini, Sociologue/Université de Paris (ancien Paris VII) (France)

Hubert Bonin, Historien-économiste/IEP de Bordeaux (France)

Cheick Chikouna Cissé, Historien/Université de Cocody Abidjan (Côte-d'Ivoire)

Souleymane Bachir Diagne, Philosophe/Columbia University (États-Unis)

Babacar Diop dit Buuba, Historien/UCAD

Mamadou Fall, Historien/UCAD

Rokhaya Fall/Sokhna/UCAD

Ousseynou Faye, Historien/UCAD

Omar Guèye, Historien/UCAD

Souleymane Gomis, Sociologue/UCAD

Michel Hau, Historien-économiste/Université de Strasbourg (France)

Aboubacry Moussa Lam, Egyptologue/UCAD

Mor Ndao, Historien/UCAD

Aminata Ndiaye, Géographe/UCAD

Falilou Ndiaye, Lettres Modernes/UCAD

Lamine Ndiaye, Sociologue/UCAD

Saliou Ndiaye, Historien/UCAD

Malick Ndoye, Historien/UCAD

Alioune Badara Kandji, Angliciste/UCAD

Babacar Sall, Egyptologue/UCAD

Olivier Sagna, Historien/EBAD/UCAD

Aliou Sow, Angliciste/UCAD

Moustapha Tamba, Sociologue/UCAD

Samba Thiam, Juriste, Historien du droit/UCAD

Ibrahima Thioub, Historien/UCAD
Mamadou Bouna Timéra, Géographe/UCAD
Abdoulaye Touré, Historien/IFAN/UCAD

Le projet d'écriture de l'histoire de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a été initié par :

Ndiouga Benga,
Abdoulaye Diallo,
Daouda Diop,
Salouma Doucouré,
Mouhamadou Moustapha Sow,
Abdou Karim Tandjigora et
Awa Yombé Yade.

La programmation du travail en plusieurs volumes, discutée en comité scientifique, a été adoptée.

Volume 1 : Histoire institutionnelle ;

Volume 2 : Histoire intellectuelle et scientifique d'une université publique : Apport de l'Université et de son parrain dans la connaissance de l'Égypte et du Soudan antiques et de leurs relations avec le reste de l'Afrique ;

Volume 3 : Histoire sociale transversale : les syndicats et associations, les crises et les violences (en masse ou interpersonnelles) et l'engagement de l'universitaire en politique et la présence du politique dans l'espace universitaire ;

Volume 4 : En marge de l'académique ;

Volume 5 : L'enseignement supérieur public et quelques grandes questions du moment.

PRÉFACE DU RECTEUR



Ce premier volume de l'histoire de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) s'inscrit dans un projet d'écriture du parcours de notre institution, née dans la période coloniale et devenue aujourd'hui l'« *Alma Mater* » des institutions académiques au sud du Sahara. À ce stade de sa maturation, il est devenu important, pour la communauté de l'UCAD, notamment les plus jeunes, de se réappropriier l'histoire de l'institution, de comprendre les différentes visions qui ont présidé à sa naissance, ses trans-

formations structurelles et les enjeux de son développement.

Déjà, en 2018, à l'initiative de la Fondation UCAD, l'institution a organisé la cérémonie du « *Homecoming* » ou retour des anciens. Cette célébration du centenaire a donné lieu à des moments intenses d'échanges et de communion avec la communauté de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, devenue désormais un *patrimoine scientifique* en Afrique de l'Ouest.

C'est donc avec un grand plaisir que j'ai apporté mon soutien à la réalisation de cet ouvrage, porté par un groupe d'enseignants-chercheurs de la Faculté des Lettres et Sciences humaines (FLSH) au confluent de plusieurs disciplines.

La création de l'École de médecine en 1918, embryon du futur établissement d'enseignement supérieur en Afrique noire Française a été réalisée dans le contexte d'une épidémie de fièvre jaune. Quelle université avons-nous héritée de l'École de médecine de Dakar, un siècle après sa création ? Quelles ont été les étapes de ce cheminement ? Comment les différents acteurs reconstituent-ils cette trajectoire et ces mutations ? Quels sont les principaux enjeux à relever dans le processus de développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ? Quelles ont été les étapes qui ont conduit l'institution de son statut d'université française à celui d'université africaine ?

L'appel à contributions met en exergue ce questionnement et les contributeurs de ce premier volume ne pouvaient pas ignorer l'opportunité ainsi ouverte. Ils ont consacré des études aux figures de premier

plan, dont les premiers Recteurs français (Jean Capelle) et sénégalais (Seydou Madani Sy).

Les prochains volumes reviendront sur les entretiens avec les autres Recteurs, successeurs de ces pionniers. Quels rôles l'un et l'autre ont-ils joués dans la gouvernance de l'Université de Dakar ? Comment le management de l'institution a-t-il ouvert la voie à des changements structurels dans la politique éducative de la France, puis celle du Sénégal ?

Les contributeurs ont revisité la politique éducative des autorités coloniales, notamment leur démarche d'implémentation de la pensée française et d'encadrement d'une élite locale durant cette première phase de diffusion de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne à Dakar : en études médicales d'abord, en droit, en lettres ensuite et enfin dans tous les autres domaines.

Ils ont montré comment la création de l'École de médecine en Afrique occidentale française dessine, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les contours d'une mission qui a pour but de former des élèves médecins, pharmaciens, sages-femmes et infirmières-visiteuses, admis sous le régime de l'internat. Ils ont aussi décrit comment l'enseignement supérieur en Afrique francophone est d'abord un enseignement professionnel qui a vocation de combattre les grandes endémies sévissant en Afrique de l'Ouest et d'éradiquer d'autres pathologies chroniques telles que la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles.

Nous verrons également, au fil des contributions, comment évolue la formation des médecins et pharmaciens indigènes au lendemain de la Conférence de Brazzaville (1944), un tournant majeur de la politique impériale française en matière d'enseignement supérieur. Face à l'avènement d'un nouvel ordre mondial issu de la deuxième guerre mondiale et dominé par des revendications nationalistes, l'administration coloniale française a mis en œuvre une nouvelle approche d'intégration des modèles d'enseignement supérieur. Un système dont l'apogée est la création de l'Institut des Hautes Études et un plan de financement des infrastructures et des réalisations, qui exprime une volonté politique de construire un système unifié d'enseignement supérieur en métropole et en Afrique.

Désireuses de s'associer avec les élites locales (*Politique d'assimilation* oblige !) dans les territoires d'outre-mer et de donner ainsi un contenu pragmatique de fondation de « l'Union française », les autorités coloniales créent donc des facultés, à la suite des écoles, et autorisent

la délivrance de diplômes équivalents, sous la tutelle de l'Académie de Bordeaux. C'est dans ce sillage que naît l'Université de Dakar en 1957, institution majeure de « l'Union française » qui va donc jouer un rôle stratégique dans la politique culturelle et éducative de la France coloniale, de sa fondation à la période postcoloniale. Plus d'une décennie après les indépendances, l'institution continuera à fonctionner, dans sa trajectoire d'université française, avec un contenu, un personnel d'enseignement et de recherche et des modes de graduation identiques au modèle français. Les contributeurs ont aussi exploré les modes de financement de cette période, la nature de la gouvernance et les crises qui n'ont pas manqué de révéler la fragilité des accords de coopération entre l'autorité française et les nouvelles élites politiques du Sénégal.

La révolte estudiantine de *mai 1968* est l'expression majeure de ces crises de maturation. Elle révèle les failles d'un système académique de domination de la métropole et impulse une série de réformes dont celles de l'*africanisation* de l'université : *africanisation* du personnel, du recrutement des étudiants, des programmes d'enseignement et de recherche dont les paradigmes sont mis à plat par le mouvement de contestation qui demande la révision des accords de coopération avec la France.

Le présent volume éclaire ainsi divers aspects de cette réforme d'africanisation, initiée à la suite de la crise provoquée par ce mouvement étudiant de mai 1968, qui met en place les assises de l'université africaine au double plan des contenus et des personnels. Cette conception de l'Université fonctionnelle se traduit au Sénégal, dans le contexte des années 70, par la création de l'Institut Universitaire de Technologies (IUT), de l'École des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD) et de l'École Normale supérieure (ENS). Ces écoles supérieures professionnelles apportent des compétences techniques professionnelles, corrigeant ainsi le schéma classique de l'université humboldtienne dominée par la formation humaniste et théorique.

Devenue Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) en 1987, elle a connu plusieurs réformes dont celles du passage au système Licence-Master-Doctorat (LMD) en 2003 et la mise en place du Projet Gouvernance et Financement de l'Enseignement supérieur axé sur les résultats (PGF-Sup) dans la décennie 2010. Ces réformes ont résolument engagé la mise en place d'un nouveau paradigme des enseignements-apprentissages (LMD) et la *professionnalisation* de l'offre de formation d'une université qui peinait à opérer le tournant sous le poids des traditions académiques et de la massification. L'ouverture d'autres uni-

versités (dans les régions de Bambey, Kaolack, Thiès et Ziguinchor) a contribué à alléger le lourd fardeau de l'UCAD, demeurée trop longtemps l'unique institution d'enseignement publique de l'enseignement supérieur.

Les contributeurs ont examiné cette réforme en insistant sur la mise en place des Contrats de Performance (CDP), dispositif du PGF-Sup, piloté par le ministère de tutelle, et les enjeux liés à cette innovation dans la gouvernance. Contrats dont l'implémentation a favorisé l'adoption du système LMD, l'introduction du numérique et le développement du service à la communauté et la montée de la professionnalisation dans tous les établissements qui composent l'institution. Ces changements ont permis à l'UCAD d'avoir une meilleure connexion avec le marché du travail et les collectivités locales.

Les valeurs et la vision sont fondées, rappelons-le, sur l'excellence, la qualité, l'équité, la solidarité et l'ouverture au monde. Dans cette optique, ce projet d'écriture est une inscription de notre identité sur le marbre d'une institution qui ne saurait démeriter du combat de son parrain, le Professeur Cheikh Anta Diop, figure émérite d'une génération qui a rêvé de positionner notre université dans le peloton des institutions leaders dans son environnement africain, francophone et mondial.

**Professeur Ahmadou Aly Mbaye
Recteur (2020-2024)**